



**ARRÊTÉ n°16-2024-06-24-00003**

**interdisant temporairement la navigation sur le fleuve LA CHARENTE pour  
l'organisation du festival de musique Cognac Blues Passion sur la commune de Jarnac,  
de 7h30 le 2 juillet 2024 à 7h30 le 3 juillet 2024**

La préfète de la Charente  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code des Transports ;

Vu le décret 2004/374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2013 pris en application de l'article R4241-1 du titre IV du code des transports portant règlement général de police de la navigation (RGPN) sur les eaux intérieures ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 7 décembre 2020 portant règlement particulier de police de la navigation de la Charente ;

Vu l'arrêté n° 16-2024-03-06-00001 du 5 mars 2024 donnant délégation de signature à M. SERVAT, Directeur départemental des territoires de la Charente ;

Vu l'arrêté n° 16-2024-03-19-00001 du 19 mars 2024 donnant subdélégation de signature à des cadres et agents de la Charente ;

Vu la pétition du 24 juin 2024 par laquelle la SCIC SARL BELLE FACTORY représentée par Monsieur Samuel Vincent et dont le siège social est domicilié 12 rue du 14 Juillet, 16100 COGNAC, sollicite une interdiction de la navigation sur le fleuve LA CHARENTE, au niveau des écluses de l'Île Madame sur la commune de JARNAC, pour l'organisation du festival de musique Cognac Blues Passion de 7h30 le 2 juillet 2024 à 7h30 le 3 juillet 2024 ;

Vu l'installation d'une passerelle temporaire par le pétitionnaire en vue de répondre aux exigences sécuritaires liées à la réglementation des Établissements Recevant du public (ERP) ;

Vu que cette passerelle entrave la navigation de 7h30 le 2 juillet 2024 à 7h30 le 3 juillet 2024 ;

**Considérant** que le contenu de la demande nécessite d'interdire la navigation au droit de la manifestation pour la sécurité des différents usagers du fleuve et pour répondre aux exigences de la réglementation des Établissements Recevant du Public qui impose l'installation d'une passerelle temporaire au niveau des écluses de l'Île Madame sur la commune de Jarnac ;

**Considérant** que ces exigences sécuritaires de la réglementation des Établissements Recevant du Public nécessitent de déroger à l'article R. 4241-38 du code des transports.

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires :

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La navigation sur le fleuve LA CHARENTE est interdite à tous bâtiments, bateaux et engins de plaisance motorisés ou non, au niveau des écluses de l'Île Madame situées sur la commune de Jarnac de 7h30 le 2 juillet 2024 à 7h30 le 3 juillet 2024.

La manifestation nécessite de déroger à l'article R. 4241-38 du code des transports au titre de la réglementation des Établissements Recevant du Public pour l'installation d'une passerelle temporaire entravant la circulation de la navigation durant la période de montage et démontage des installations nécessaires au festival.

L'interdiction de navigation ne s'applique pas aux embarcations identifiées par l'organisateur comme étant nécessaires à la réalisation et à la sécurité du feu d'artifice ainsi que celles éventuellement nécessaires à l'organisation des secours.

L'heure de fin d'interdiction de naviguer est sous le contrôle de la personne responsable de l'organisation de la manifestation sportive qui peut la prolonger en cas de nécessité relative à la sécurité des personnes et des biens.

L'interdiction temporaire de naviguer dans la zone est matérialisée sur l'eau, à chaque extrémité de la zone neutralisée, par une signalisation temporaire conforme à la législation de la navigation intérieure en vigueur sur le fleuve ou par des hommes vigies.

Le permissionnaire dépose, dès la fin de la manifestation, tous balisages temporaires et autres matériels implantés sur le fleuve ou sur les berges.

Le balisage et la signalisation sont à la charge de la personne responsable de l'organisation de la manifestation et la surveillance de la zone interdite ou restreinte s'effectue sous sa responsabilité.

Le permissionnaire fait son affaire d'organiser les attentes des bateaux naviguant, voire leur amarrage en dehors de la zone d'interdiction, en mettant en action un service de sécurité par la présence d'hommes vigies embarqués ;

Le permissionnaire circule sur le fleuve LA CHARENTE à ses risques et périls et est responsable des accidents et dommages causés aux propriétés riveraines ou à des tiers, du fait de l'organisation de la manifestation, ou de l'action des participants ou des spectateurs.

Pendant la manifestation, et à cette occasion, Il est formellement interdit de jeter des journaux imprimés, prospectus, tracts, échantillons et produits quelconques dans l'eau et sur les berges.

Le permissionnaire est notamment responsable, dans le cadre de la réalisation de son intervention des faits susceptibles de dégrader l'eau.

**Article 2** : Le présent arrêté est délivré sous réserve des autorisations de la part du Département de LA CHARENTE, de la commune du lieu de la manifestation et de par l'application d'autres réglementations et dont le permissionnaire fait son affaire.

**Article 3** : L'arrêté sera affiché dans la mairie de Jarnac à la réception de celui-ci.

Copies seront affichés sur les panneaux d'informations disposés sur les berges à chaque extrémité de la zone neutralisée.

La présente autorisation est mise au recueil administratif

**Article 4 :** Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

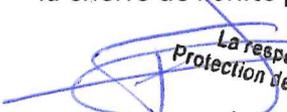
- d'un recours gracieux devant la préfète de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre compétent;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 6 :** Le sous-préfet de COGNAC, le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie de la CHARENTE, le président du Conseil Départemental de la CHARENTE propriétaire et exploitant du fleuve, le maire de Jarnac, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est expédiée au directeur du service départemental des services d'incendie et de secours et au directeur du service interministériel de défense et de protection civiles

Angoulême, le **24 JUIN 2024**

Pour la préfète et par délégation  
Le directeur départemental des territoires  
et par subdélégation,  
la cheffe de l'unité protection des milieux aquatiques

  
La responsable de l'Unité  
Protection des Milieux Aquatiques  
Jessica FOURNIER

ANNEXES

Plan de situation



# Plan des installations

